

**DRINK
DOW'S ALE**
Standard of Strength
and Quality

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone : LANcaster 5361

**Au Conseil des Métiers
et du Travail**

La séance bi-mensuelle du Conseil des Métiers et du Travail, tenue jeudi soir était présidée par le président Raoul Trépanier, assisté des vice-présidents Pierre Lefebvre et Jack Cuppello.

Après la lecture du procès verbal de la séance précédente, l'admission de nouveaux délégués et l'acceptation de quelques items du Comité exécutif recommandant que le Conseil soit représenté à une réunion de la Ligue Educationnelle des Travailleurs, on procéda aux correspondances.

Le secrétaire Gariépy donna lecture de plusieurs correspondances parmi lesquelles une émanait du délégué Raoul Trépanier offrant sa démission comme président du Conseil des Métiers et du Travail.



RAOUL TREPANIER

Candidat ouvrier dans la
Division St-Louis

dû au fait qu'il avait accepté la candidature de l'Action démocratique dans l'élection complémentaire de la division Saint-Louis-Montréal. Afin de se placer en accord avec la constitution de ce conseil il avait cru bon selon les principes y énoncés, de prendre cette attitude. M. Trépanier déclare que vu les circonstances particulières qui entourent cette élection cela lui impose un sacrifice qui le privera de l'honneur de continuer à présider aux destinées du Conseil des Métiers et du Travail.

Néanmoins, il croit qu'en acceptant de se porter candidat dans la présente élection, cela signifie une vive protestation contre la législation qui a été adoptée lors de la dernière session provinciale.

Après discussion de part et d'autres sur cette communication, une résolution fut approuvée à l'unanimité que la démission du président Trépanier reste sur la table indéfiniment.

Le délégué David Wolfe entreprit de faire un appel sérieux aux ouvriers unionistes demeurant dans la division St-Louis de donner leur appui franc et loyal au confrère Trépanier dans la présente élection, car dit-il, "élisez vos amis pour détruire vos ennemis".

Le président Trépanier ému de cette marque de confiance qu'on lui témoignait, remercia les nombreux délégués de l'attitude qu'ils ont prise à son égard.

* * *

Le confrère E. Marcovitch, délégué de l'union des ouvriers en sautoches, local No 9, fit un appel

L'ELECTION DE SAINT-LOUIS.

**Le candidat duplessiste
doit être battu**

Une véritable surprise était réservée, cette semaine, aux électeurs de la Division Saint-Louis de Montréal, tout aussi bien qu'aux membres du Travail Organisé de la province de Québec ; en effet, personne ne s'attendait à ce qu'un candidat ouvrier acceptât de briguer les suffrages dans cette élection partielle. C'est pourtant ce qui arriva, car, cédant aux sollicitations pressantes de nombreux électeurs de cette circonscription notre ami, Raoul Trépanier, décida d'accepter la candidature sous l'égide de l'Action Démocratique ; à peine venait-il de prendre cette décision que le Parti libéral endossa sa candidature et le reconnut comme son porte-étendard officiel.

Tous savent que l'hon. M. Duplessis avait, au préalable, imposé son candidat aux électeurs de la Division Saint-Louis, dans la personne de M. Louis Fitch, un avocat, sans tenir compte des désirs d'un groupe de ses partisans politiques qui insistaient pour qu'un candidat canadien-français ou tout autre mais choisi par une convention régulière soit mis sur les rangs.

Du côté libéral, il n'y avait pas moins de cinq candidats, — tous des avocats, — qui aspiraient à briguer les suffrages. Quoique nous ne sommes pas dans le secret des dieux, nous avons été informés qu'ils se sont ralliés à la candidature de Raoul Trépanier vu qu'ils ne pouvaient tomber d'accord et que l'hon. M. Godbout, voulant reconnaître le droit des ouvriers d'être représentés en Chambre par un des leurs, aurait insisté pour que leur choix soit reconnu également comme le candidat du Parti libéral.

Il y avait une certaine difficulté à surmonter avant que M. Raoul Trépanier puisse accepter logiquement cette candidature. D'après la constitution du Conseil des Métiers et du Travail aussi bien que celle de la Fédération provinciale du Travail, aucun officier supérieur ne peut être candidat ou s'occuper d'une campagne électorale avant d'avoir démissionné de ses fonctions. Comme Trépanier est président du Conseil des Métiers et du Travail aussi bien que de la Fédération, nous avons été informés qu'il a immédiatement remis sa démission comme tel entre les mains du conseil exécutif respectif de ces deux corps. Ceci, nous l'espérons, mettra fin à certaines rumeurs, à l'effet que Trépanier ne s'était pas conformé à la constitution.

Maintenant que Trépanier est dans la lutte, nous considérons qu'il est du devoir de tous les membres du Travail Organisé, quelles que soient leurs opinions politiques, de se rallier à sa candidature et de faire tout ce qui est humainement possible pour le faire élire.

Plusieurs de nos lecteurs — membres du Travail Organisé, bien entendu, car nous n'en avons guère d'autres — nous ont demandé ce que nous pensions de la lutte dans Saint-Louis ; nous leur avons donné notre opinion bien franchement, mais comme ils ont exprimé le désir que nous la fassions connaître aux lecteurs du *Monde Ouvrier*, nous n'y avons aucune objection ; la voici :

Qu'il nous soit tout d'abord permis de réitérer que durant les vingt-quatre ans d'existence du *Monde Ouvrier*, il ne s'est jamais mêlé de politique — n'en déplaît aux "aboyeurs" et autres députés du même calibre qui siègent (?) depuis deux ans à Québec ; — nous avons toujours maintenu qu'il était du devoir de tout membre du Travail Organisé de voter de manière à aider nos amis et à battre à plate couture nos ennemis ; de plus, comme journal ouvrier, nous avons toujours défendu envers et contre tous un membre en règle d'une union ouvrière *bona fide* qui était candidat dans une élection quelconque et ceci sans aucune exception, même lorsque ce membre était inféodé à l'un ou à l'autre des deux grands partis politiques

chaleureux en faveur de cette jeune union qui présentement subit une grève dans laquelle près de 75 ouvriers et ouvrières sont affectés. Il expliqua les faits qui ont provoqué cette cessation de travail : salaires dérisoires, longues heures et conditions de travail déplorables. En attendant que le Conseil et les unions souscrivent au fonds de grève, à la suggestion du président Trépanier, deux délégués ont été nommés pour recueillir une souscription volontaire parmi les délégués qui rapporta la jolie somme de \$45.30.

Un communiqué de l'union des employés de tavernes, local 200, annonçant son souper aux huîtres qui aura lieu samedi soir, le 29 octobre, en la salle du club Papi-neau, 1378 rue Ste-Catherine Est, fut reçu et les délégués priés de prendre note.

* * *

Le vice-président Pierre Lefebvre a été choisi pour représenter le Conseil à la Ligue du Progrès Civique, à une réunion qui aura lieu lundi, le 24 octobre. La séance s'est ajournée ensuite au 3 novembre prochain.

et nous entendons maintenir cette ligne de conduite aussi longtemps que le *Monde Ouvrier* sera publié.

Quelle est la situation dans Saint-Louis ? Au moment actuel, il y a deux candidats sur les rangs : M. L. Fitch, un avocat israélite, qui a servi en plusieurs circonstances d'aviséur légal à une union ouvrière ; toutefois, il est bon de dire qu'il a été bien rémunéré pour les services qu'il aurait rendus et c'est plutôt lui qui a une dette de reconnaissance envers cette union et non pas elle ; il nous semble même que dans les circonstances, il devrait se retirer de la lutte et prouver qu'il n'est pas un ingrat. Il est bon de répéter qu'il est le candidat de M. Duplessis et que ce dernier a imposé cette candidature aux électeurs de Saint-Louis ; mais il y a plus : du moment qu'il est le choix du premier ministre, cela veut dire qu'il endosse d'ores et déjà la législation sociale adoptée lors de la dernière session — soit les bills 19 et 20 et bill 88 qui menaçait l'existence des unions ouvrières, qui sont tous contraires aux meilleurs intérêts de la classe ouvrière, cela veut dire aussi que si par extraordinaire et par malheur pour le Travail Organisé il était élu il appuierait aveuglément toutes les autres mesures législatives du gouvernement — c'est obligatoire à Québec si un député veut rester dans les bonnes grâces du premier ministre, comme vient de le déclarer M. Rouville Beaudry qui démissionna comme député de Stanstead pour cette raison même — tous savent ce qu'on peut attendre d'un homme comme Duplessis qui est l'ennemi juré des unions internationales.

Nous avons Raoul Trépanier dont les états de service sont connus de tous, qui s'est dévoué corps et âme au service du Travail Organisé depuis plusieurs années ; il jouit de l'estime et de la confiance de l'énorme majorité des membres des unions internationales qui l'ont d'ailleurs prouvé en l'élisant aux plus hautes fonctions dans le mouvement ouvrier. Si Trépanier est élu — comme nous en avons le ferme espoir, disons même la plus entière conviction — nous aurons à Québec non seulement l'un des nôtres mais un homme qui sans trêve, ni répit, défendra les droits ouvriers mais revendiquera également les intérêts de tous.

L'élection de Trépanier signifiera la plus formidable protestation des ouvriers organisés et de l'électorat de la Division Saint-Louis contre les pouvoirs dictatoriaux que s'est arrogés le gouvernement dans les conventions de travail, les modifications qu'il y a si souvent apportées sans même consulter les intéressés — soit le Capital et le Travail — contre les Ordonnances stupides et ridicules de l'Office des salaires raisonnables, contre la désorganisation dans les services publics causée par le renvoi arbitraire et injuste de milliers et de milliers d'employés civils, contre le despotisme et l'autocratie qui règnent à Québec aussi bien que contre le gaspillage des fonds publics qui s'y pratique sur une grande échelle.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres qu'il serait trop long d'énumérer, car les huit pages du *Monde Ouvrier* n'y suffiraient pas, je souhaite ardemment que Trépanier soit élu le 2 novembre prochain et je maintiens qu'il est du devoir de chaque membre du Travail Organisé de l'appuyer sans équivoque, ni restriction, j'estime de plus que tout citoyen bien pensant, à quelque classe qu'il appartienne ou quelles que soient ses opinions politiques, devrait faire de même.

Et encore une fois, l'élection de Trépanier serait le plus formidable camouflet qu'on pourrait donner à M. Duplessis, ce serait lui faire reconnaître qu'il fait fausse route en méconnaissant les droits de la classe ouvrière comme ceux des employeurs d'ailleurs, et qui sait si, en homme intelligent et honnête qu'il est — c'est lui-même qui s'est décerné ce certificat lors de la dernière session — cela ne lui donnera pas l'avantage de rencontrer son chemin de Damas et de rappeler de lui-même toute la législation de pacotille qu'il a fait inscrire dans les Statuts.

Vous connaissez maintenant la position du *Monde Ouvrier* dans l'élection de Saint-Louis ; je reste convaincu qu'elle représente l'opinion de l'énorme majorité des membres du Travail Organisé et des hommes bien pensants.

SOCIUS.

Pour les connaisseurs

THÉ

502F

"SALADA"

La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

Nos travailleurs d'âge mur

Je prends la liberté de relever sous cette rubrique une question qui touche de près les travailleurs d'âge mur. Afin de faire une étude sommaire de la situation dans laquelle se trouvent placés ces ouvriers, au point de vue du marché de l'emploi, disons tout de suite que les travailleurs d'âge mur peuvent difficilement obtenir ou conserver un emploi quelconque. Pour venir à leur rescousse, les unions ouvrières — par la voix du Congrès des Métiers et du Travail du Canada — réclament que l'âge d'admission aux pensions de vieillesse soit fixé à 60 ans au lieu de 70 ans.

Afin de bien faire voir l'inconséquence des dispositions de nombre des compagnies d'assurance, à l'égard des ouvriers âgés, relativement aux accidents qui pourraient leur arriver et au rendement moindre qu'ils peuvent donner, nous relevons, dans le rapport d'une commission spéciale que la Législature de l'Etat de New-York a nommée dernièrement pour étudier les mesures discriminatoires prises à l'endroit des travailleurs d'âge mur, l'énumération des motifs qui, d'après les témoignages rendus par des experts en la matière, elle chercha s'il y avait lieu d'appliquer les mesures susdites contre les ouvriers âgés.

Voici ce qui découle de l'étude approfondie de la commission: "Il est incontestablement admis qu'il n'en coûte pas plus cher aux employeurs pour les travailleurs d'âge mur, en ce qui concerne l'assurance-accident, que pour les travailleurs plus jeunes." La commission reconnaît même que les ouvriers âgés sont moins sujets aux accidents, par le fait de leur plus grande expérience; mais, en revanche, ils se rétablissent plus lentement et ont une prédisposition plus grande que les jeunes travailleurs aux maladies professionnelles.

Néanmoins, la commission a constaté que, dans certains cas, des compagnies d'assurance invitent les employeurs à ne pas embaucher des travailleurs âgés, mais considère que ces travailleurs qui bénéficient de l'assurance-vie collective sont plus nombreux que ceux auxquels l'application de cette dernière fait perdre leur emploi. Elle attribue ceci à l'inaptitude physique, à l'accélération du rythme de l'industrie qui a provoqué le congédiement d'un bon nombre de travailleurs âgés, hommes et femmes, susceptibles d'occuper un emploi et qui ont été remplacés par des machines.

La préférence accordée aussi aux jeunes provient du fait que l'industrie leur donne un salaire inférieur et qu'ils s'offrent même à meilleur marché.

La commission déclare qu'elle n'a pas eu cependant de preuve convaincante du fait que les travailleurs d'âge mur auraient donné un rendement inférieur à celui des hommes plus jeunes.

En conclusion, on peut affirmer sans crainte de se tromper, que le défaut d'instruction a nu dans une large mesure aux travailleurs âgés, et que, d'une manière générale, les employeurs ont négligé de donner à leurs travailleurs une formation professionnelle leur permettant de se rendre utiles à un âge avancé, ce que d'ailleurs nombre d'ouvriers n'ont pas cherché à acquérir eux-mêmes.

BEN. DROLET.

LES COMMIS DE BANQUE

Une déclaration du président Kent Howley, de l'Association des Employés de bureaux:

"J'ai appris par les journaux dernièrement que plusieurs commis de banque avaient été arrêtés à Montréal sous l'accusation d'avoir volé de l'argent confié aux banques.

Les sentences furent imposées par le Juge Monet, mais ce faisant, ce dernier fit connaître son indignation des salaires dérisoires de \$14.00 et \$15.00 payés à un homme d'âge mur. Il souligna ce fait à l'attention des banques et leur dit qu'il n'était pas surpris que ces délits avaient été commis étant donné les minimes salaires payés à leurs employés. Dans la seconde affaire, il fit remarquer que les banques s'étaient fortement opposées à ce qu'il parle de cet état de choses publiquement.

A quiconque est au courant des conditions de travail des commis de banque du Québec, et même du Canada tout entier, ce que je viens de relater n'a rien de surprenant. Notre Association désire féliciter le juge Monet pour son attitude franche et sa déclaration au point. Nous croyons que le public réagira

et protestera contre ces pénibles conditions.

Les commis de banque reçoivent comme salaire initial de \$400 à \$500 par année et en retour, on exige d'eux qu'ils soient bien éduqués, aient une bonne apparence et dans la plupart des cas, qu'ils soient bilingues. Après plusieurs années de service, plusieurs ne reçoivent que \$600 et \$700 malgré qu'on leur ait accumulé responsabilité sur responsabilité. De longues heures de travail supplémentaires sont exigées d'eux, des règlements très sévères leur sont imposés, ainsi on ne permettra pas à un employé de se marier avant qu'il n'ait atteint la fabuleux salaire de \$1,500 par année. Voilà autant d'atteintes à la liberté économique et sociale.

Ces conditions, comme l'a si bien dit le Juge Monet, sont la cause directe de vols et autres délits commis contre la loi. *De telles conditions enfantent le crime.*

L'Association des employés de bureaux désire protester hautement contre ce lamentable état de choses qui cause la démoralisation de notre belle jeunesse. Les banques du Canada, qui sont des institutions solides financièrement, devront être amenées à réaliser leurs responsabilités sociales."

APPUI MORAL DES OUVRIERS BARBIERS

L'Union des barbiers, local 455, n'est pas celle qui est la dernière à contribuer au succès d'une entreprise quelconque, quand il s'agit de coopérer pour aider à la formation d'un organisme qui saura défendre les intérêts communs des travailleurs de cette province.

Cette question, qui est d'une importance capitale pour les ouvriers barbiers, a été discutée, au cours d'une réunion générale du local 455, mardi de cette semaine, sous la présidence du confrère Bruno Roy. Il s'agissait d'un rapport de son exécutif recommandant l'affiliation du local 455 à la Fédération provinciale du Travail. L'assemblée a voté unanimement de payer la taxe per capita pour les cinq derniers mois de l'année 1938.

La résolution suivante a été adoptée:

"Considérant que les ouvriers barbiers sont dans une position identique au sujet du cadre de l'union qui est affiché dans les salons de toilette unionisés, et que les unionistes, par esprit de solidarité sont tenus de leur donner la préférence, dû au fait que les employés barbiers sont des membres de l'Union internationale des barbiers d'Amérique;

"Qu'il soit résolu: que le même appui soit accordé à l'union des employés de restaurants, local 382, pour répondre à sa demande de patroniser les restaurants où le cadre de l'union est en évidence, signifiant que les employés — garçons et filles de table et autres — sont porteurs du bouton de l'union."

Le même appui moral et financier a été accordé à l'union des employés de tavernes, local 200, par l'achat de billets pour son parti d'octobre, organisé pour le 29 courant.

Les membres ont été priés de prendre avis d'une invitation de la société d'éducation des travailleurs d'assister à l'ouverture des cours, qui aura lieu au Montreal High School, le 24 courant.

LA GREVE DES EMPLOYES DE RESTAURANTS

Les employés des restaurants "Childs", de Toronto, Ont., au nombre de 68 hommes et femmes, sont encore en grève. Celle-ci dure depuis déjà quinze semaines et la compagnie aurait absolument refusé de négocier avec les représentants des grévistes et avec le comité d'arbitrage du gouvernement provincial.

D'après nos informations, l'union demande simplement qu'il soit permis aux grévistes de retourner au travail, sans augmentation de salaires, ni aucun changement dans les conditions de travail, mais sans discrimination contre qui que ce soit, parce qu'ils appartiennent à l'union. Ils considèrent avoir la prépondérance quand au nombre des (110) employés de cette firme.

Il appert que l'offre de la compagnie aurait été de reprendre vingt et un employés seulement, parce qu'elle a retenu les services de briseurs de grève auxquels elle aurait payé un salaire minimum de \$12.00 par semaine pour le travail de cuisine, tandis que les grévistes ne recevaient, à la déclaration de la grève, que \$8.88 par semaine.

L'union des employés de restaurants entend poursuivre cette grève jusqu'à parfait règlement favorable aux ouvriers. En attendant, elle compte sur l'appui moral des unionistes, surtout ceux de Montréal, qui, par esprit de solidarité, devraient s'éloigner autant que possible des restaurants de cette firme.

Avis aux intéressés, d'encourager de préférence les restaurants où le cadre de l'union est affiché et où les employés sont porteurs du bouton de l'union.

—Ah, Albert tu sors de cette buvette, j'en suis certain.

—Tiens, pensez-vous que je vais y rester éternellement.

CHEZ LES WAGONNIERS DES USINES ANGUS

Les membres de la Loge Sainte-Marie No 234, des wagonniers, semblent être inquiets de la décision prise par la Compagnie du Pacifique Canadien, relativement à la fermeture des usines Angus, affectant plus de 3,500 ouvriers qui seront privés de travail pour au moins trois semaines à un mois.

A la réouverture des usines, a-t-on rapporté au cours de la réunion bi-mensuelle de la Loge Ste-Marie vendredi dernier, la reprise du travail sera effectuée que pour quatre jours par semaine avec des heures réduites.

La fermeture des usines aurait pour raison, dit-on, une diminution sensible dans le transport du grain de l'Ouest; alors, si au cas où, toujours d'après les rapports, les exportations deviendraient plus grandes, les bénéfices se rattachant à celles-ci seraient plutôt affectés aux ouvriers des usines, qu'à tout autre employé.

En ce qui concerne les difficultés existantes aux Etats-Unis, relativement à une diminution de salaires qui affecterait énormément les employés ferroviaires; le secrétaire A. Montpetit donna lecture d'un document traitant de la question et donnant les raisons pour lesquelles les ouvriers ne doivent pas accepter cette réduction de 15 pour cent.

La Loge Ste-Marie décida de prendre en considération une demande financière de la Société canadienne des droits de l'homme, pour l'aider à poursuivre devant les tribunaux la lutte contre la loi du cadenas.

Le président Alfred Mathieu attirera l'attention des membres sur l'"Action démocratique" qui est appelée à jouer un rôle important dans les cercles ouvriers. Cette question sera discutée à une assemblée ultérieure.

Le confrère L. A. Beaudry, vice-président général de la Fraternité des Wagonniers, fit une revue très intéressante de la situation qui est absolument précaire pour les employés de chemins de fer.

Une délégation du comité d'organisation de la fête du cinquanteaire, les confrères Lucien Denis, D. Petelle et Gaston Vincent, ont rappelé aux membres malgré le contretemps fâcheux de la fermeture des usines qu'ils doivent faire un grand effort pour réhausser par leur présence le jubilé d'or de la fraternité des wagonniers.

La demande d'affiliation à la Fédération provinciale du travail a été laissée en suspens jusqu'à ce que les autres loges de chemins de fer se prononcent sur la question.

A partir du 1er décembre, la Loge occupera de nouveau la salle de l'Assistance publique, 458 rue La-gauchetière est, pour la tenue de ses assemblées, dont la première aura lieu le 9 décembre prochain.

CHEZ LES EMPLOYES D'HOTELS ET RESTAURANTS

L'union des employés de restaurants, local 382, fait des progrès énormes; à peine après une année d'existence, elle possède déjà 38 places d'affaires où le cadre de l'union est en évidence, les propriétaires employant exclusivement des membres de l'union. Il est évident qu'elle attribue ce succès en partie à l'appui qu'elle reçoit de la part des unions qui ont adopté des résolutions priant leurs membres d'encourager de préférence les restaurants d'union.

Ce fait semble incontestable, puisque, à une séance tenue vendredi dernier, à la salle "Millinery", 1207, rue Université, 75 nouveaux membres furent inscrits.

A cette même séance, les officiers du local 382 ont été autorisés à continuer les négociations en vue d'obtenir un contrat collectif de travail pour cette industrie.

Une autre entrevue aura lieu pro-

LES PRESSIERS S'AFFILIENT A LA FEDERATION PROVINCIALE DU TRAVAIL

Les membres de l'union des pressiers et assistants, local 52, ont assisté nombreux vendredi dernier, à leur assemblée mensuelle, tenue sous la présidence du confrère E. Fagnant, aux quartiers généraux des métiers alliés de l'imprimerie, 909 boulevard St-Laurent.

Le vice-président Raoul Desjardins, délégué au Conseil des Métiers et du Travail, rapporta un extrait de la conférence de Me R.-L. Calder, au sujet de la Société Canadienne des Droits de l'Homme. Les membres ayant montré un intérêt tout particulier à cette société, ont chargé le président Fagnant de bien vouloir faire les démarches nécessaires afin d'organiser une assemblée des métiers de l'imprimerie et y inviter Me Calder à venir expliquer aux membres les raisons de ce groupement.

Le secrétaire du comité social, le confrère M. Ratelle, demande que les membres fassent leur devoir en aidant à la vente des billets d'un concert-tabagie, qui aura lieu le 11 novembre prochain, dans les salles de l'union — aussi pour la soirée dansante qui est organisée pour le 25 novembre (jour de la fête Ste-Catherine) à la salle de l'Auditorium, 375 rue Ontario O.

Les bénéfices de ces deux fêtes, seront versés au fonds de l'Arbre de Noël pour les enfants des pressiers.

Le confrère Fred Maxtead, vice-président général de l'union internationale, intéressa vivement les membres en rapport avec les résolutions adoptées au Congrès des Métiers et du Travail à Niagara Falls, et aussi sur les activités du comité d'organisation.

Le clou de l'assemblée fut la question de l'affiliation du local 52 à la Fédération provinciale du travail. Le président Emile Fagnant s'est fait fort de donner les renseignements nécessaires concernant cet organisme; il fit l'historique de tout le bien qu'elle a fait et est encore appelée à faire pour le Travail Organisé international dans cette province, il mentionna le zèle et le dévouement que le secrétaire général Gus. Franco a déployé depuis deux ans pour empêcher que le gouvernement impose les lois néfastes qui sont présentement insérées dans les statuts de cette province.

Le président Fagnant a exprimé toute sa confiance en cette fédération, laquelle est le coeur de toutes les unions internationales de cette province. Après ces judicieuses remarques, par un vote unanime, les membres décidèrent de s'y affilier, et même de payer la taxe annuelle qui est toujours exigible d'avance pour le bon fonctionnement de cette fédération.

Bravo, les pressiers!

chainement, entre les représentants de l'union et ceux de l'Association des employeurs pour discuter la situation et adopter une entente, si possible. D'après les dernières informations, ceci semble être sur le point de se réaliser.

Des assemblées de recrutement continueront à être tenues tous les vendredis, et ce tant que l'effectif de l'union n'aura pas atteint au moins 90 pour cent des ouvriers de l'industrie. Le président du Conseil des Métiers et du Travail, M. Raoul Trépanier, a promis son concours afin de faire de cette union une des meilleures parmi celles qui se sont formées l'an dernier. Tous les employés d'hôtels et de restaurants retardataires y sont spécialement invités par l'actif agent d'affaires, Jack Lenger, qui leur fait un appel urgent de joindre les rangs de l'union et ce dans leur propre intérêt.

FUMEZ LES Cigarettes GRADS



Que ce
POISSON
sent bon!

Filets d'églefin mosqués

- 1 tasse de lait
- 1/2 tasse de farine
- 1 cuillerée à soupe de moutarde
- 2 tasses de vieux fromage canadien râpé
- 2 cuillerées à soupe de beurre persil frais, haché.

Préparez une sauce blanche avec le beurre, la farine, la moutarde et le lait; ajoutez le fromage râpé et assaisonnez. Essayez les filets avec un linge humide, taillez-les en morceaux individuels, couvrez chaque morceau avec le mélange de fromage, parsemez de persil haché, déposez dans un plat bien beurré, et cuisez 20 minutes dans un four modéré. On peut employer des filets de toute autre sorte de poisson canadien au lieu des filets d'églefin.

VOUS verrez pétiller les yeux des enfants quand vous déposerez sur la table un plat de poisson appétissant. C'est un plat digne d'un roi, un plat délicieux... et il est si économique que vous aurez encore de quoi mettre d'autres douceurs au menu.

Vous avez, durant toute l'année, le choix de plus de 60 sortes comestibles de poissons, de mollusques et de crustacés canadiens... frais, gelés, fumés, séchés, en conserve ou marinés... pour servir aussi souvent que vous voulez de délicieux repas faciles à préparer et dont la variété piquera toujours l'appétit.

MINISTÈRE DES PÊCHERIES, OTTAWA.

Mesdames! DEMANDEZ LA BROCHURE GRATUITE

MINISTÈRE DES PÊCHERIES, OTTAWA.
Veuillez m'envoyer votre Brochure gratuite intitulée: "100 Délicieuses Recettes de Poisson".

Nom.....
(Ecrire lisiblement, en lettres détachées)

Adresse.....

CW-11F

LE POISSON AU MENU DU JOUR

LES JOIES DU TRAVAIL

Il y a dans le travail une grande joie, une joie bien évidente. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'oeil sur la masse de nos ouvriers de même que sur notre classe agricole. Regardez par exemple un groupe d'hommes qui attendent aux abords d'un chantier d'être appelés au travail. Voyez, par contre, à dix pas de ce groupe ceux qui ont réussi à se faire embaucher et qui déjà sont à la tâche. Que de différence dans la physionomie de ces hommes. Alors que le premier groupe a l'air éternellement ennuyé, mécontent de tout et de tous, l'autre semble avoir atteint le bonheur. On y est joyeux, on s'amuse des propos les plus anodins, en somme, on a de la joie.

On nous dira bien que si les travailleurs ont de la joie, c'est qu'ils gagnent leur vie, c'est qu'ils voient la possibilité de satisfaire leurs besoins tandis que les autres sont dans les privations. Il y a bien là dedans un peu de vrai mais ce n'est pas là toute la vérité. Il faut bien se dire que la plupart de nos travailleurs n'ont pas un salaire qui leur permette de se procurer du luxe ni même toutes les commodités. Par ailleurs nos chômeurs des villes reçoivent un secours qui souvent équivaut presque au salaire de bien des journaliers. Si donc les uns et les autres ont pour vivre à peu près les mêmes capitaux, d'où vient que les uns semblent heureux et les autres moroses? C'est que dans le travail, il y a une joie intrinsèque, une jouissance réelle.

L'homme qui obéit à la loi, qui gagne son pain à la sueur de son front en ressent une intime satisfaction. Il se rend bien compte qu'il n'est à la charge de personne, qu'il fait tout son devoir, qu'il est parfaitement homme. La fierté humaine s'accorde mal de l'aumône sous quelque forme; elle en souffre étrangement, même si cette charité doit lui donner l'essentiel de la subsistance.

Le cultivateur, quelque petite que soit son entreprise, est un travailleur, le plus libre de tous les travailleurs. Il donne sans compter ses efforts à la terre et celle-ci en retour lui prodigue ses bienfaits. Le colon sur le lot fait un travail souvent harassant mais petit à petit ses cultures s'agrandissent, son indépendance s'affermir. Et l'un et l'autre ont de la joie, la joie du travail.

Nourrissant du fruit de leur travail leur famille entière, ils ont le sentiment complet de la paternité, leur autorité à la maison en reçoit une confirmation évidente. Un père qui ne gagne pas de quoi nourrir sa famille, c'est un père qui ne compte guère chez lui. Le moindre des enfants qui apporte à la maison un peu de salaire on a inévitablement comme une part d'autorité; le père ne peut qu'en souffrir, non pas tant parce qu'il est dans la pauvreté que parce qu'il a le sentiment de ne pas remplir tout son devoir. Et lorsque l'occasion se présente de se remettre au travail, dans l'agriculture ou en colonisation, nous comprenons mal qu'un lot de gens se refusent à participation aux joies du travail.—
J.-B. Lanctôt.

CELEBRATION D'UN CINQUANTAIRE

C'est donc vendredi prochain, le 28 courant, qu'aura lieu, à l'Auditorium, 375 ouest, rue Ontario, à 8 heures très précises, le banquet organisé par les loges Nos 72, 234, 606, 1418 et celle de Lachine, de la Fraternité des Wagonniers d'Amérique, à l'occasion du cinquantième de la fondation de cet organisme important des employés de chemins de fer. Le but de ce banquet est de rendre hommage aux dirigeants de la Fraternité et aussi de manifester publiquement le progrès continué de cette organisation, avec le développement du transport ferroviaire aux Etats-Unis et au Canada, comptant plus de 90,000 membres dans ces deux pays. La Fraternité des Wagonniers a toujours entretenu les meilleures relations avec les compagnies

**Index des unions ouvrières
Labor Unions Directory**

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at l'Assistance Publique Hall, 400 Lagacière St., East. President, Raoul Trépanier, 1153 St. Denis; Corresponding Secretary, J. E. Gariepy, 11 St. Paul West; Vice-Presidents, Pierre Lefèvre, Room 10, Monument National, and J. Cuppello, 415 St. Catherine East.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in French or English. The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176; Jacques Cartier Typographical Union No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Bookbinders' Union No. 91; Photo Engravers' Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union No. 53; Amalgamated Lithographers of America No. 27, Newspaper Guild, Local 111, President, W. Forrest; vice president, C. Arpin; Recording Secretary, A. F. Riard; Secretary Treasurer, James Phillip, Room 103, 686 Notre Dame West. Executive: John Moore, A. Query and R. A. C. Ballantyne, Auditors: John Kelly, L. Bibaud, Robert Smilie, Tel. MA 7489. Council meets second Tuesday of each month at 7 Craig East.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES CARTIER No 145. — Assemblée le 1er samedi du mois. Président, J.-W. Blaquière, 4247 St-Zotique, CL 3486; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3592, Dorion, AM 7034.

TYPOGRAPHICAL UNION No 176. — Meets first Saturday of each month at the Mount Royal Hotel, Raymond M. Bennett president, 337 Melrose Ave. Verdun; James Phillip, Secretary-treasurer, Room 108, 686 Notre Dame West. Business hours: 9.00 a.m. to 5 p.m., Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; Marquette 7489.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERIS-MENUISIERS D'AMERIQUE Local 134. — Président, F. Doucet, 1909 Cartier; vice-président, Elzéar Bernier, 1508 Darling; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 1182 Blvd St-Laurent, chambre 10; secrétaire-financier, Edouard Larose, 6563 Delannaudière, CR 8964; secrétaire, conducteur, Ernest Tisdelle, 1316 Gifford; Le local s'assemble tous les lundis soirs de chaque mois au Monument National, 1182 Blvd. St-Laurent.

de chemins de fer, et cela tout particulièrement au Canada, où elle règle les conflits et les griefs ordinaires par des comités de protection permanents.

Ces agapes fraternelles seront honorées de la présence des plus hauts dignitaires du mouvement ouvrier international de la province. A la suite de ce banquet, il y aura une sauterie et une partie de cartes organisées par la Loge Loyal Star No 27 des Dames auxiliaires des Wagonniers, dont Mme Gaston Vincent est la digne et dévouée présidente. En somme, on s'attend à un succès éclatant. Les billets du banquet seront en vente à raison de \$1, et ceux du bal, à raison de 25 cents.

Tous ensemble célébrons le cinquantième anniversaire de la Fraternité des Wagonniers de chemins de fer, nous leur devons bien cela.

NOTRE SOLLICITATION

Le *Monde Ouvrier*, journal exclusivement consacré à la défense de la classe ouvrière, poursuit journellement une campagne de recrutement d'abonnés nouveaux, parmi les membres des unions ouvrières les plus aptes à y souscrire. Nous constatons avec peine les difficultés que nous rencontrons à convaincre les plus intéressés et ceux même qui sont les plus capables de souscrire pour conserver la vie sauve au seul organe officiel des ouvriers organisés de cette province.

Nous sommes peinés et surpris de recevoir des réponses vagues à nos demandes de souscription de la part de plusieurs dirigeants du Travail Organisé, donnant toutes sortes de raisons inadmissibles. Cependant, ces dirigeants qui dépendent du mouvement ouvrier reçoivent, dans bien des cas, une rémunération plus que raisonnable et ils ne voient pas le moyen de contribuer pour le maintien d'un organe qui s'évertue à défendre les intérêts généraux des travailleurs organisés de cette province.

Espérons que ces remarques feront réfléchir certains de ceux qui gagnent leur vie avec le Travail Organisé et qui ont du travail assuré mais refusent de payer un malheureux dollar par année pour s'abonner à notre journal; ils devraient pourtant payer d'exemple, au lieu de tirer de l'arrière.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE. Loge Ste-Marie No 234. — Assemblées régulières: 2e et 4e vendredis de chaque mois, dans la salle Palski, 1950 rue Frontenac, Président, Alfred Mathieu, 2348 Chapleau, CH 6150; vice-président, Roméo Delage, 4557 Garulier, AM 4016; secrétaire-archiviste et correspondant, Alcide Montpetit, 2148 Davidson, Frontenac 5986; secrétaire-financier, R.-B. Lamarche, 4505 Delorimier; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345 rue Aylwin, AM 1880; guides: O. Côté, 2710 rue Dandurand et H. Tassé, 2046 rue Omer, Longue-Pointe, CL 3298; sentinelle, Emile Brunet, 5003, 5e Avenue, Rosemont; gardien, H. Dubuc, 5170-5e Avenue Rosemont; maître de cérémonies, T.-J. Smith, 5501-11e Avenue, Rosemont; Comité local de protection: président, H. Vaillancourt, 2494, Rouen, FR 5590; secrétaire du comité, H.-J. Limoges, 3973 Ste-Catherine Est, AM 0471. Membres du comité: P. Nolet, 7350, rue St-Hubert, CR 0600 D. Allaire, 1833 St-Germain, FR 3379; Joseph Gour, 1979 Gauthier, AM 9177; Alfred Gauthier, 2105 Préfontaine, FR 1562; auditeurs: E. Deniger, 2102 Chapleau; D. Roy, 4602 Cartier; D. Laporte, 2020 Valois; directeur local d'éducation: P. Dubuc, 2666 Orléans.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERIS ET MENUISIERS D'AMERIQUE — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — President J.-A. Chamberland; vice president, R. Bernier; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; gardien, M. L'Heuvel; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier. Assemblée chaque mercredi à 8 h. du soir au Monument National, ch. 10.

Unions locales affiliées.
U. L. 134, s'assemble tous les lundis au monument National, chambre 11.
U. L. 178, s'assemble les 1er et 3e jeudi au Monument National, ch. 10.
U. L. 1127, s'assemble le 2e et 4e lundi au Monument National, chambre 15.
U. L. 1244, s'assemble le 2e et 4e jeudi au Monument National, chambre 15.
U. L. 1360, s'assemble le 1er et 3e lundi, à 4030 Notre-Dame ouest.
U. L. 1375, s'assemble le 1er lundi du mois, 159-1ère Ave. Lachine.
U. L. 1558, s'assemble le 1er vendredi du mois, 1651 Letourneux.
U. L. Membres Associés, s'assemble le 2e mardi seulement, Monument National, à la chambre 11.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE. Local 349. — S'assemble le 2e et 4e lundi du mois au No 1331A rue Ste-Catherine est. Président, A. Renaud, 560 Congrégation, Fitz. 0995; Vice-président, C.-A. Mondor, 4227 rue Mentana; secrétaire correspondant, E. Gilbert, 8626 Henri-Julien; trésorier, L.-P. Bolselle, 4502 rue Marquette; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 2585 Boulevard Gouin; conducteur, A. Goudreau, 9078E, Notre-Dame Est; Auditeurs, Arthur Bolsenu, 4021 Colonal; Clovis Gullbeault, 5614 Delorimier; L. Tremblay, 472 Gaz, Verdun; gardien, Joseph Girard, 8145 Saint-André.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE. Local 249. — Boot & Shoes Workers' Union. — S'assemble tous les vendredis soirs à 1331A Ste-Catherine Est. Président, Henri Belland, 6289 Blvd. St-Laurent; 1er vice-président, Paul Métayer, 1408 Dorion; 2e vice-président, Delphis Jodoin, 1766 Panet; secrétaire-archiviste correspondant, N. Gervais, 2112 Wolfe; secrétaire-financier, trésorier et agent d'affaires, Cha. McKercher, 1331A Ste-Catherine Est, CH 6511, privé CL 6123; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4670 Papineau, AM 7062; sentinelle, André Bouchard, 5333 Christophe-Colomb. L'Exécutif s'assemble le 2e et 4e mardi de chaque mois, à 1331A Ste-Catherine Est. — Président, D. Donaison, 368.0e Avenue, Pointe-aux-Trembles; vice-président, Ovide Drolet 4104 Bordeaux; secrétaire, N. Poirier, 2137 Champlain.

UNION DES CHAUFFEURS DE TAXIS Local 797. — Affiliée à la Fraternité Internationale des charretiers, chauffeurs d'autos, hommes licenciés et aides. Bureau 1331A Ste-Catherine E. de 8 hrs a.m. à 6 hrs p.m. excepté le samedi à 1h. p.m. Président, Ubaldo Séguin, 2078 Visitation; vice-président, Chas. Dillon, 363 Mayor, Apt 15, secrétaire-trésorier, P. Morin, 2594 Deslisle; sec.-archiviste, E. Crevier, 2354, des Erables; agent d'affaires, Frank Kennedy, 3505 avenue Lorne, apt 11, Ha 0813. Les assemblées sont le 1er mercredi du mois dans la matinée, et le 3e mercredi dans la soirée, à la salle des cordonniers, 1331A Ste-Catherine Est, CH 6511.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL. Local 790. Association des employés de Tramways électriques et de Chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America. Quartiers généraux — Headquarters, 1152, rue Saint-Denis, tél. LA 2503. Officers: J. Georges Gagnon, vice-président international et président local; J. Georges Gagnon, vice-président; O. A. Neveu, secrétaire-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Henri Cholet, secrétaire correspondant; W. Latour sentinelle. Le local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079 Berri, et l'Exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue St-Denis.

LES CONSERVES DE FRUITS ET DE LEGUMES

Rien n'est plus agréable pour la ménagère que de voir un garde-manger bien garni de conserves de fruits et de légumes faites à la maison, dit Mlle Edith L. Elliott dans l'édition révisée du bulletin "Conserves de fruits et de légumes", No 534, Ministère fédéral de l'Agriculture, que l'on peut se procurer en faisant la demande à la Division de publicité et d'extension.

Laissés dans leur état naturel, la plupart des produits alimentaires se gâtent au bout de quelques jours et souvent même au bout de quelques heures, à cause du développement des bactéries, des moisissures ou des fermentations sur leur surface ou dans leurs tissus. Que l'on détruise ces organismes et que l'on empêche l'entrée d'autres organismes, et ces produits peuvent se conserver en un bon état indéfiniment. Il suffit, pour détruire toute forme de vie, d'appliquer une chaleur suffisante pendant un laps de temps suffisant.

La fabrication de bonnes conserves consiste donc à détruire toute vie microscopique et à se servir de contenants à l'épreuve de l'air, qui

empêchent la réinfection. L'objet de la mise en conserve est d'obtenir ce résultat, mais il faut aussi conserver la forme, la couleur naturelle et le goût frais des produits. Pour réussir il faut apporter l'attention la plus minutieuse à toutes les phases du procédé. Les fruits et les légumes doivent être frais lorsqu'ils sont mis en conserves. Plus ils sont frais, meilleur est le produit fini et moins il y a de risques d'insuccès. Tous les fruits et les légumes devraient être mis en boîtes ou en bocaux le jour même où ils sont cueillis.

La cuisine ordinaire a tout le matériel nécessaire pour la fabrication des conserves — couteaux tranchants, de préférence en acier inoxydable, passoirs, bols, tasses à mesurer, assiettes d'émail, cuillers de bois, entonnoir à large ouverture pour remplir les bocaux et lève-bocal pour empêcher de se brûler les doigts en sortant les bocaux du stérilisateur.

La première évaluation de la récolte de blé d'automne de 1938 en Ontario met la production à 20,037,000 boisseaux, ou augmentation de 1,348,000 boisseaux sur 1937.

Action contre la guerre

LES ARMEMENTS ET L'INDEPENDANCE DES UNIONS OUVRIERES

La grève générale en cas de guerre se trouvait au centre de la propagande générale contre la guerre avant le VI^e congrès syndical international tenu à Bruxelles en 1933. Dans l'activité courante cette revendication, qui porte sur l'avenir, fut complétée par l'action en faveur du désarmement et le contrôle des industries d'armements.

Bien que l'échec complet de la conférence du désarmement et la course générale aux armements des impérialismes fascistes ne suscitént pas une attitude fondamentalement nouvelle dans l'hostilité à la guerre, cette évolution fit cependant naître le besoin de nouveaux moyens défensifs et d'une nouvelle position dans la lutte journalière. Aujourd'hui pas plus qu'hier, il ne peut s'agir de bannir la grève générale de l'arsenal du mouvement ouvrier. Quoique, à l'heure actuelle, on se rende parfaitement compte que la grève générale en cas de guerre signifie une révolution internationale et qu'on ne peut "décider" de révolutions nationales ou internationales pour une heure déterminée, la grève générale garde toute sa valeur de possibilité d'une manifestation spontanée de volonté, qui — on doit le souligner — doit être complétée et soutenue par l'aversion et l'hostilité à la guerre des peuples menacés, c'est-à-dire la collectivité. Or, à l'heure actuelle, où l'on donne une sorte d'enseignement par l'image, en Espagne, en Chine et ailleurs, de toutes les horreurs de guerre imaginables, de ce côté le concours n'est peut-être pas aussi improbable qu'il le fut par exemple lors de la guerre mondiale. Les fomenteurs de guerre eux-mêmes apportent une des plus grandes contributions à la lutte contre la légende du "bain d'airain".

La décision du congrès syndical international (FSI) de Bruxelles peut se concrétiser de la façon que le fait un des rapports du secrétariat de la FSI au conseil général: "la question de la grève générale, deviendrait, en cas de guerre, la question de l'attitude envers l'agresseur". En vue de la défense contre les impérialismes fascistes l'attitude pratique des différents pays et l'action internationale se basent plus que jamais sur "le système de la paix collective", de la lutte collective contre l'agresseur, c'est-à-dire contre l'Etat qui recourt aux armes sans vouloir se soumettre à l'arbitrage.

Les prises de positions fréquentes que le mouvement ouvrier britannique fit dans ce domaine contribuèrent largement à l'orientation internationale. Dans cet ordre d'idées, les syndicats et le parti britannique élaborèrent un memorandum qui date maintenant de quelques années, qui déclare au début que le mouvement ouvrier continuera d'opposer la plus vigoureuse résistance à toute tentative du gouvernement d'engager le pays dans une guerre d'agression, et poursuit: "D'autre part, considérant les événements les plus récents survenus sur le continent, on estime que des circonstances peuvent se présenter où le mouvement

par contre, dire que cette volonté de défense semble se fortifier, le prolétariat ne peut manquer de constater que le déplacement du centre de gravité vers des efforts extérieurs à la Société des Nations est regrettable, ne fut-ce déjà pour la raison que cette mutation aide à la constitution de blocs et, singulièrement de blocs impérialistes. La sécurité collective, à la quelle on n'épargna pas, au sein de la Société des Nations, le reproche de revêtir une orientation impérialiste, avait, dans le cadre genevois, en raison de la collaboration d'un grand nombre de pays neutres, incontestablement un arrière-plan moral considérable et un arrière-plan matériel non moins substantiel. Audehors de la Société des Nations une large part de cette force morale et matérielle devait fatalement se perdre.

Même si dans l'un et l'autre cas, c'est-à-dire en fonction de la sécurité collective intérieurement et extérieurement à la Société des Nations, des armements sont inévitables, il n'en demeure pas moins vrai que dans le second cas il y a lieu pour le mouvement syndical à adopter une attitude réservée, en l'espèce souligner l'attitude inspirée de considération purement économiques, celles qui s'indiquent d'elle-même aux syndicats en tant que représentation des intérêts économiques des travailleurs.

Cette attitude, on la met d'ailleurs bien en évidence! Il est intéressant à ce propos de rappeler l'exemple britannique qui, nous l'avons d'ailleurs fait observer, servit déjà de ligne directrice. Le rapport du conseil général du Trade Union Congress (centrale syndicale britannique) soumis au congrès syndical britannique de cette année contient un chapitre sur les pourparlers ayant eu lieu avec le premier Ministre au sujet de l'exécution accélérée du programme d'armement, et reproduit le texte d'une lettre adressée à celui-ci au cours de ces pourparlers.

Cette lettre débute en disant que le conseil général du Congrès ouvrier britannique a "pleinement conscience de la nécessité d'un renforcement adéquat de l'équipement défensif du pays". Ensuite le message dit que l'organisation du travail est spécialement l'affaire des organisations professionnelles intéressées, puis, tout en ne dissimulant pas les préoccupations des syndicats par rapport à la politique extérieure du gouvernement, il déclare que l'attitude du conseil général du Congrès "dans ses pourparlers avec quelque gouvernement que ce soit doit être déterminée par des considérations économiques mais non point par des considérations politiques".

Nous avons déjà mis en évidence plus haut les raisons qui, vu la plus récente évolution des faits, paraissent recommander aux organisations syndicales de souligner fortement la position purement syndicale ainsi que la position de principe. Le point crucial de cette attitude demeure, et reste, aujourd'hui comme hier et demain, le transfert de l'industrie des armements à la collectivité et — considéré du point de vue matériel — l'équitable répartition des charges. A ce dernier propos signalons qu'au cours des pourparlers avec le Premier Ministre britannique l'attention fut spécialement appelée sur "l'insuffisance des mesures concernant la limitation des profits de l'industrie des armements", et sur la "nécessité de la juste répartition des sacrifices".

Même dans le nouvel état de choses, la lutte contre la guerre et le péril de guerre dans les cas d'urgence, reste et demeure une affaire dans laquelle, pour qu'une action soit efficace, la collectivité doit avoir un mot déterminant à dire.

LE DEVOIR DE L'ETAT ET DES CLASSES POSSEDANTES

"75. — En outre, l'Etat ne doit rien négliger pour créer ces conditions matérielles de vie, sans lesquelles une société ordonnée ne peut subsister, et pour fournir du travail, spécialement aux pères de famille et à la jeunesse. A cette fin, qu'on amène les classes possédantes à prendre sur elles, vu l'urgence nécessaire du bien commun, les charges sans lesquelles ni la société humaine ne peut être sauvée, ni ces classes elles-mêmes ne sauraient trouver le salut. Mais les mesures prise dans ce sens par l'Etat doivent être telles qu'elles atteignent vraiment ceux qui, de fait, détiennent entre leurs mains les plus gros capitaux et les augmentent sans cesse, au grand détriment d'autrui." — Extrait de l'encyclique *Divini Redemptoris*.

A LA LIGUE DE L'ETIQUETTE dans le courant de novembre.

Mercredi de cette semaine, une assemblée a été tenue par la Ligue de l'Étiquette de l'union, sous la présidence du confrère P.-J. Ryan, représentant de l'union des employés de théâtres, local 56.

Une trentaine de délégués y assistaient, et d'après les rapports ils ont fait de la bonne besogne dans l'intérêt de l'Étiquette de l'union, qui semble vouloir reprendre sa vogue parmi les unionistes. Cependant une critique assez sévère a été soulevée contre les unions qui jusqu'ici ont montré une indifférence injustifiée en s'abstenant d'une représentation à cet organisme indispensable du mouvement ouvrier international.

Une nouvelle qui a provoqué une grande satisfaction, est celle qui a été rapportée par les délégués de la B. & S. W. U., que le contrat des chauffeurs des pompiers et des policiers avait été accordé par le comité exécutif de la cité à une importante fabrique de chaussures de Montréal ayant le droit de se servir de l'étampe de l'union sur ses produits.

Une douzaine de communications émanant des conseils centraux des métiers et du travail des diverses villes du Dominion ont été reçues relatant la pression qui fut faite près de la Compagnie J. B. Stetson, fabricant de chapeaux pour hommes de Brockville, Ont. pour l'induire à apposer la marque syndicale sur ses produits.

On rapporte que trois autres restaurants ont été ajoutés à la liste de ceux où le cadre de l'union est affiché ce qui augmente le nombre à plus de 40.

Les délégués des ouvriers en sautoches ont rapporté que la grève qui dure depuis près de deux semaines dans cette industrie est sur le point d'être réglée. Les délégués des employés de tavernes et de l'union des casquettiers ont rapporté l'organisation d'un souper aux huîtres pour les premiers et d'un bal pour les seconds qui auront lieu

Indiquons que ce qui a été formulé dans le memorandum du mouvement ouvrier britannique dont il a été question plus haut, est confirmé dans le chapitre que consacre au même sujet le rapport moral présenté au congrès syndical britannique de cette année. Au sujet de propositions émises par certaines organisations, relativement à la convocation d'une conférence nationale pour discuter de la situation internationale, on déclare, après rappel de tout ce qui a déjà été fait nationalement et internationalement, que le conseil général du Congrès ouvrier britannique estime que dans les circonstances actuelles une telle initiative n'aurait pas d'efficacité: "En le faisant on ferait reposer sur les organisations syndicales des responsabilités qui doivent être supportées par l'ensemble du peuple et il en résulterait des difficultés et des dangers qui pourraient entraîner les plus graves conséquences pour le mouvement syndical".

Si l'on entend respecter le principe de la responsabilité collective — ce qui est incontestablement le cas, toute prise d'attitude ou tout conditionnement sur le plan des armements, doit être porté, tant que n'existe pas une situation de guerre, sur le plan supérieur des pouvoirs et compétences du gouvernement, c'est-à-dire dans les pays à régime démocratique, devant le Parlement. — *Fédération Syndicale Internationale*.

Les réunions de la Ligue se tiennent les 2^e et 4^e mercredis, à la salle des "Millinery Workers" 1207 rue Université.

DERNIER APPEL DES EMPLOYES DE TAVERNES

Un dernier mot au sujet du souper aux huîtres organisé par la jeune et vaillante union des employés de tavernes, local 200. C'est avec hâte que plusieurs anticipent de participer à ces agapes fraternelles, auxquelles les dames sont également invitées.

Comme on l'a déjà annoncé, c'est samedi prochain, le 29 courant, que cet événement social aura lieu, dans les salles du Club Ouvrier Papineau, 1378 est, rue Sainte-Catherine, sous le patronage de M. Hector Dupuis, le populaire échevin du quartier Papineau.

Le comité d'organisation de la fête réitère son appel à tous les unionistes désireux de fraterniser avec les commis de tavernes. Qu'ils retiennent leurs billets au plus tôt, à raison de 75 cents. A ce prix-là, qui est à la portée de toutes les bourses, les billets s'enlèvent rapidement. Donc, allons-y tous, ne manquons pas l'occasion de nous régaler d'un aliment qui fait les délices des gourmets.

"A NOUS LA LIBERTE!"

Revue mensuelle de doctrine sociale et mouvement d'action.

Constata que la politique à courte vue et la recherche des solutions immédiates et faciles pour parer au plus pressé sont la cause de la situation catastrophique où nous nous débattons aujourd'hui;

Refuse de faire confiance aux mêmes hommes et aux mêmes méthodes pour résoudre les conflits qu'ils n'ont pas su prévoir;

Combat toutes les tentatives d'étatisme d'où qu'elles viennent: ce qui ne nous promet que l'aggravation des maux présents;

Affirme le primat absolu de l'homme sur les institutions et qu'en conséquence il faut soustraire les personnes aux féodalités artificielles et monstrueuses, aux institutions périmées et trouver les institutions nouvelles permettant le libre développement de chacun dans le cadre de sa terre, de sa famille, de sa profession;

Propose trois institutions nouvelles, logiques et bien définies: le service civil, le minimum vital et la fédération libre des communes et des entreprises.

"A Nous la Liberté" abonnement annuel: \$1.00, 6, rue Saint-Hubert, Pont Viau.

AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE

AVIS est donné par le présent que WILLIAM PERCY KEMBALL, veuveur, de la Cité et District de Montréal, dans la Province de Québec, s'adressera au Parlement du Canada, à sa prochaine session, afin d'obtenir un bill de divorce d'avec son épouse ANNE MARIE TREBOUTAT, de la Cité et District de Montréal, pour la cause d'adultère.

MAX S. KAUFMAN, Procureur du requérant, 724 Edifice Insurance Exchange, 276, rue Saint-Jacques Ouest, 40-45, Montréal, Québec.

LISEZ

"Les Grèves de Sorel"

250 pages de lecture intéressante

\$1.00 — franco: \$1.10

à la

Librairie J.-A. PONY, Limitée, 554, rue Sainte-Catherine Est, MONTREAL



GIN De Kuiper

10 onces 85¢
26 onces \$1.90
40 onces \$2.65

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN DE KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande.

MAISON FONDÉE EN 1695

Le vrai goût de Hollande a toujours distingué ce vieux gin bienfaisant et les vrais Canadiens l'ont toujours préféré depuis plus de cent ans!

Trépanier's Candidature in St. Louis By-election

Raoul Trépanier, who in a few years has meteorically risen to the highest positions in the Organized Labor Movement of Canada, in a surprise announcement Wednesday morning, proclaimed his intention of running as Liberal-Democrat in the St. Louis by-election.

Our first reaction was surprise, then came a feeling of determination to do all in our power to carry Raoul Trépanier to victory in his election, if only to carry home to the Duplessis Government, the fact, that the workers of this Province do not approve of his so-called labor legislation.

The workingmen and businessmen of St. Louis and of the whole Province need a man like Raoul Trépanier to represent them at Quebec. For with a man of the calibre of Trépanier in the Legislature our labor-baiting Premier will think twice before introducing any more of his so-called labor legislation which is detrimental to both workers and businessmen alike.

Raoul Trépanier is an experienced and able leader, he has proven himself a capable administrator in the affairs of his union and he has gained considerable experience as a legislator as vice-president of the Trades and Labor Congress of Canada whose deliberations are usually of a more serious nature than the farcical mock Parliament seen at Quebec since the advent of the Duplessis regime.

Peter Bercovitch was always a stout defender of labor and of its revendications, as shown last session by his brilliant attack on the proposed Bill No. 88 threatening the very existence of labor unions, and no more worthy successor could be found than Raoul Trépanier.

Every man who believes in democratic government, who wants the rights of Labor protected should consider an honor-bound duty to vote for Raoul Trépanier and thus give the Organized Labor Movement a voice in the Legislature of this Province.

Now, to all the workers and businessmen in St. Louis who want a fearless defender of their interests, get on the Trépanier band waggon and let November 3rd dawn with our leader Raoul Trépanier a Member of the Legislative Assembly of the Province of Quebec. Fight on! — M. F.

New Waterway Argument

A speech made in the United States Senate by Senator Francis D. Cushman shortly before the body adjourned contained statements which make railway employees smile.

His subject was the Great Lake Saint Lawrence Seaway. Among other things, he said that this would admit ocean vessels from the Atlantic to the Great Lakes, and he contended it would do no violence to any other type of transportation. With this waterway in the Great Lakes area, railway tonnage would increase and more employment would be given to the railroad employees, he said.

This is a new argument for the Saint Lawrence Seaway — that it will increase railroad employment. It will suggest to railroad employees that they consider what the construction of other waterways has done to railroad employment.

For example, what effect did the digging of the Panama Canal have on railroad employment figures? It is well known that vessels plying between the Atlantic and the Pacific by way of the Gulf of Mexico and the Panama Canal took heavy tonnage from railways by adopting cut-throat rates, thereby de-

priving railroads of freight transportation, and also reducing railroad employment.

The waterways in the Mississippi River system, including the Missouri River, the Illinois River and Drainage Canal and other channels, are free routes, built with tax money for barges which carry goods formerly hauled on the railroads and handled by railroad employees.

The competition provided by the expenditure of tax money for canals and waterways, and on land for highways, has reduced railroad labor from 1,600,850 employees in 1929 to about 900,000 at present. In those figures there is no hot air, no propaganda, no so-called tricky stuff disseminated for the purpose of fooling the public, by inducing them to believe that black is white.

The cold figures on railroad employment, published by the Interstate Commerce Commission, a government body, are pretty black for railroad employees, and it is doubtful whether the propaganda that all the politicians and ship owners can publish can induce railroad men to see white when they look at those figures.

RAILWAYS TRAIN STAFFS

British railways act on the democratic principle that any man who wants to learn the other man's job shall have ample facilities for doing so.

C. M. Turner, general traffic manager of the Associated British and Irish Railways, said recently that special voluntary evening courses are opened each winter by railway companies, and that students are given free travel facilities and reasonable leave of absence where necessary. The basic subjects covered are signalling accountancy, freight and passenger station working and means to achieve greater working efficiency in the practical field. Facilities are also granted to employees to attend courses of lectures at the London University (London School of Economics), in addition to which arrangements are made wherever possible for employees to attend classes organized by the London County Council, covering in the junior section stenography, English and arithmetic, and in the senior elements of transport, economics, economic geography, statistics, elements of the law of inland carriage, bookkeeping, accountancy and stenography.

A School of transport is being built at Osmaston Park, Derby, for the further education of selected London, Midland and Scottish Railway employees.

The companies also encourage debating societies, ambulance classes, independent clubs, and other organizations. Some 10,000 employees are enrolled in the instructional courses of the Great Western Railway.

MONTHLY ASSESSMENT

CONTINUED BY THE A. F. OF L.

Houston, Tex. — The annual convention of the American Federation of Labor in session here ordered the continuance for another year of the assessment of one per cent per member per month which was legally and officially levied at the Denver convention of the Federation last year.

"The records show that during the months from July, 1937, to and including June, 1938, our organizers have applied for and charters have been issued to 809 local trade and federal labor unions," the Executive Council told the delegates. "This figure does not include those applications which were forwarded to the various national and international unions whose jurisdictions covered such groups."

In recommending that the one-cent-a-month assessment be continued for another year the Council said:

"The funds provided through the payment of this assessment will enable the American Federation of Labor to continue its organization policies, maintain the gain we have already made and render additional service both to national and international unions affiliated with the American Federation of Labor and to the unorganized workers of the nation."

Snappy — The portly man was trying to get to his seat at the circus. "Pardon me," he said to a woman, "did I step on your foot?"

"I imagine so," she said after glancing at the ring, "all the elephants are still out there. You must have."

WHY KILL ONE ANOTHER?

Herbert Morrison, labor M.P., and leader of the London County Council, has addressed an open letter to the German people, asking "Why kill each other?"

"Will war settle any of the issues on which it is nominally fought? Almost certainly it will not.

"Will it solve the problems of the common people? Almost certainly it will result in greater poverty and insecurity.

"Many of you think the British have benefitted greatly from the last war. Believe me, you are wrong. We are carrying a terrific national debt which absorbs much of the productive labor of our people without economic return. As with you, the burden of armaments is vast. And one and three quarters millions of our people are unemployed."

"No problem faces Europe which is incapable of solution by honest, friendly discussion."

BARBER SHOP PATRON GETS CUT AND LOSES LAW SUIT

Sustaining a gash on the chin when a barber was shaving him, a prominent merchant of Silma, India, sued the tonsorial artist for about \$360 damages.

In his defense, the barber told the court he had told his customer a story so full of humor his patron rocked with laughter and got cut.

The Judge held the barber had merely exercised his time-honored right to narrate witty stories and jokes to his patrons to soften the rigor of being shaved.

The blame, therefore, was not upon the barber, but upon the merchant who could not restrain his laughter.

TAX ON OUT-STATE BUSES

A resolution imposing on every outside-the-state bus using city streets a fee of \$20 a year for those holding 13 or fewer passengers, and a \$30 fee for those holding 14 or more, in addition to a mileage fee equal to one cent a mile of bus operation in the city, was adopted recently by the New York City Board of Estimate.

Members agreed that heavy trucks did more damage to city streets than buses, and said a similar tax for trucks should be considered later.

The bus taxes are expected to go toward meeting the cost of traffic direction and street surfacing. Members look for the day when buses and trucks will be directed along routes of their own.

LABOR BILL OF RIGHTS

Ohio labor adopted a bill of rights at its recent meeting held in Columbus, Ohio.

The call for the meeting was issued by the Executive Board of the Ohio State Federation of Labor. The conference was called the Ohio State Non-Partisan Political Conference of the American Federation of Labor.

After the conference has considered principles and policy, it outlined the following bill of rights for labor, taking paragraphs bodily out of the Constitution of the State of Ohio. The Ohio Labor Bill of Rights reads:

Inalienable Rights: All men are by nature, free and independent, and have certain inalienable rights, among which are those of enjoying and defending life and liberty, acquiring, possessing, and protecting property, and seeking and obtaining happiness and safety.

Where Political Power Vested: Special Privileges: All political power is inherent in the people. Government is instituted for their equal protection and benefit, and they have the right to alter, reform, or abolish the same, whenever they may deem it necessary; and no special privileges or immunities shall ever be granted that may not be altered, revoked, or repealed by the General Assembly.

Right to Assemble: The people have the right to assemble together, in a peaceable manner, to consult for their common good; to instruct their Representatives; and to petition the General Assembly for the redress or grievances.

Freedom of Speech: of the Press: Every citizen may freely speak, write, and publish his sentiments on all subjects, being responsible for the abuse of the right; and no law shall be passed to restrain or abridge the liberty of speech, or of the press.

Private property Inviolable: Private property shall ever be held inviolate, but subservient to the public welfare.

MORE TRESPASSERS KILLED

Trespassers to the number of 1,040,760 were ejected from railroad property in the first four months of 1938. This was an increase of almost 14 per cent over the same period of 1937.

The large increase was thought to be due to the business depression, which throws many persons out of work, leaving them to roam, looking for jobs.

About half of the persons killed and injured on railroads are reported to be trespassers. Nearly half of those trespassers who are in accidents are killed. Many of them walk the track and do not protect themselves against on-coming trains, and others ride trains and become involved in accidents.

DEMANDEZ
LA BIÈRE
POPULAIRE

ASK FOR
THE POPULAR
BEER

MOLSON

Brassée à Montréal
depuis

Brewed in Montreal
since

152 ANS

152 YEARS

Medical Care for Wage Earning Groups

Andrew J. BIEMILLER

The question of adequate medical care for the wage earning group is coming to be recognized as a very important aspect of the whole problem of social security. Wage workers face four great hazards— industrial accidents, old age, unemployment and sickness. The first three have been recognized and met in some degree through federal and state legislation. But sickness which is as much outside the control of the individual worker as any of the other hazards and for which he is equally unable to prepare, is still a burden which he must shoulder alone.

To the worker, sickness, or an accident for which he is not covered by workmen's compensation, comes as a major calamity. If he has any savings at all, and many are unable to budget any emergency fund, they are soon eaten up by living expenses and doctor's bills. The ensuing poverty, with its frequent lack of proper food and its burden of worry, delays the period of convalescence. If some member of the family other than the breadwinner is sick and requires prolonged treatment or expensive operations, the whole family must suffer.

The very poor and the very rich do not have to worry about medical care. The rich can pay for all they need in the way of family doctors and nursing care. The destitute can claim at least some free care at the public hospitals and clinics, the charity wards and outpatient departments of other hospitals, and the services of the visiting nurse. But the man who is earning from twenty to fifty dollars a week is denied these services. He does not want charity anyway, and prefers to get along as best he can without asking for it.

And so the wage earner does without a doctor as long as he can, perhaps until the nagging cough has developed into a serious case of tuberculosis, or the small pain is an incurable cancer. He buys a bottle of patent medicine because it is cheaper than paying both a doctor's bill and a druggist's prescription. He reads the almanac and tries the home remedy of the man next door. And when he finally does go to the doctor, he is scolded for not coming before, and then becomes miserable because he cannot pay his bill. If he is in for a long siege of illness, he borrows money to pay off the doctor, and the hospital, and then staggers under a burden of debt for years afterward. Twenty-eight percent of all personal loans made in the United States in 1936 went to pay medical bills, according to the Bureau of Cooperative Medicine.

When the Committee on the Costs of Medical Care made its exhaustive study during the early years of the depression, it disclosed many deficiencies in medical care. In a study of 9,000 families, representing all economic levels, living in 130 different communities, the quantity and quality of medical care received was found to be far below the demands of reasonable standards. Service from physicians was only 43 percent of that considered essential; hospital care was only 25 percent of what was necessary; and dental care was only 25 percent of what should have been given.

Standards were lowest among the lowest income groups. For instance, in families making less than \$1,200 a year, 90 percent received no dental care whatever. Families with an income less than \$2,000 a year averaged two doctors' calls a year, while families with over \$10,000 a year income average five calls a year. The discrepancy is greater when you consider that there is more sickness in poorer families because of poorer housing, food, recreation and rest, and more hazardous occupations.

More and more people are beginning to inquire into the proposals roughly grouped under the misnomer, "socialized medicine." There are many plans which seek to bring medical care to those who need it, and at the same time bring a better average income to physicians. They fall roughly into three classes: first, the private group pre-payment contract clinics, in which a number of doctors as-

sociate themselves to give certain specified care for a flat rate per month; second, health insurance, in which workers and employers, and perhaps the government, pay into a fund which is used to pay for medical care when it is needed; and third, some form of straight public subsidy to doctors and hospitals to provide medical care for those unable to meet even a part of their own expense. None of these plans affects the method of treating disease, but merely the method of paying the bills.

The contract clinic meets the need of the family with a small but steady income—say \$1,500 to \$3,000 a year. Such families are able to pay a small monthly fee, as they pay for their insurance, but are not able to build up a reserve large enough to meet medical emergencies. They are definitely not the charity type, and are no more anxious to ask the doctor for free help than they would be to ask the grocer for free food.

Dr. Thomas Parran, Surgeon General of the United States, whose valiant fight against cancer and venereal disease has won him world wide respect, has urged the need for close cooperation between doctors and public health agencies, and criticized the closed corporation of organized medicine because "they have failed, in the minds of many lay people, to identify the common good as the first interest of medical organization."

There are more than 40 cities in this country where some form of hospital insurance is available. The plans are usually organized by associations which charge a flat fee per month and then pay hospital bills for members as they are needed. One of the best known and most successful is the Associated Hospital Service of New York. Their rate is \$10.00 a year for a single person, \$18.00 for a married couple, and \$24.00 for a family. Benefits are for 30 days per person per year, in a semi-private room, with 33 1-2 percent discount on the bill for longer periods. For a small additional charge a private room may be engaged. The service covers bed and board, nursing, laboratory drugs and dressings, anesthesia, and certain other special items.

One of the charges most frequently made against group prepayment clinics, but seldom substantiated, is that of advertising. Advertising has long been a violation of "medical ethics." It is amusing therefore to note that the April 1938 issue of the magazine "Hospitals," from which most of the above information was taken, takes for granted the need for wide dissemination of information on hospital plans. I quote, "Frequent use is made of newspaper publicity, radio talks, and articles in various magazines and publications. This material is accepted without charge, as having 'news' value or being educational in character. Folders are distributed widely among prospective subscribers."

The doctors in the 300 hospitals which are members of this association are members of the American Medical Association and of unquestioned standing.

In no way in conflict with group medical practice is compulsory health insurance, under the direction of the national or state governments. Health insurance would reach those with low but regular incomes, and would give increased benefits to those who could now afford to join a group clinic but would find it difficult to meet large hospital bills.

Health insurance in America is sponsored by the labor movement. The American Federation of Labor went on record in favor of it at its 1935 convention and is continuing to study the subject. Various state federations are on record in favor of health insurance. In Wisconsin Henry Ohl, now president of the State Federation of Labor, introduced a health bill into the 1917 legislature, of which he was a member; the question has been discussed at various state conventions and the federation sponsored the bill which I introduced in 1937.

In addition to doctors and hospitals we must also consider the question of nursing and the other problems of convalescence, which are many even in families able to meet normal medical expenses. As city homes grow smaller and smaller, the difficulty of caring for an

Labor Policy of Pope Leo XIII Commended by Catholic Prelate

Bishop Byrne Tells A. F. of L. Convention that Letter "on the Condition of Labor" Formed an Unexcelled Bill of Rights for the Workers.

Houston, Tex. — The underlying principles of Catholic teaching on the rights of labor and the duties of employers set forth fifty years ago by Pope Leo XIII and corroborated by Pope Pius XI constitute a veritable charter of liberty for the toilers, the Rt. Rev. C. E. Byrne, Bishop of Galveston, told the delegates to the annual convention of the American Federation of Labor here.

Bishop Byrne was introduced by William Green, president of the American Federation of Labor, "as a representative of a great religious organization, a scholar, a philosopher, and a great humanitarian," who "is beloved by all people, regardless of religious affiliation."

"As Bishop of the Diocese of Galveston, of which this city of Houston is a part, I wish to join my welcome to those so well spoken by the Governor, and the Mayor, and the various heads of local Labor Unions to you on last Monday," Bishop Byrne said. "And as a Bishop of the Catholic Church I need not tell you that the encouragement and sympathy of that ancient Church are with you."

Social Justice Demanded

"There has never been penned a plea and a demand for social justice more clear and cogent and uncompromising, than is found in the Letter of Pope Leo XIII, 'On the Condition of Labor'; and forty years after in the commemorative and corroborative letter of the present Pope Pius XI on 'Reconstructing the Social Order.'"

"The pleas and principles of your action: the rights and conditions of labor you demand; your stand for the worker, ever to be a man, and free, and never a tool of industry, nor a chattel of trade, are of the very soul of the combat, fought for the toiler in these two great letters. Paragraph after paragraph of either might serve you as a charter, or become the ground work of a Constitution for you. They form a 'Bill of Rights' for the poor man and the laborer that has never been excelled.

invalid and at the same time maintaining the normal activities of the household are constantly increasing. There is no space for a private nurse even if her salary can be met.

In many cases a visiting nurse who can give baths, assist the doctor and sometimes change dressings or give treatments, is the best solution. Often a full-time nurse is both a luxury and a bother, yet for an hour a day she is indispensable. Such nursing service is often available, for the very poor, yet most cities do not have a similar arrangement for those who can afford to pay something but do not want or need a full-time nurse.

Then there is a special problem when the mother is sick. It is impossible to hire both a maid and a nurse, and the requirement is for someone who can undertake nursing duties for a short time each day and devote the rest of her time to running the household, caring for the children, and cooking. Boston has an excellent training school, and prepare really competent practical nurses able to take over a household on a moment's notice and run it, with or without servants, as long as necessary. For the majority of cases which do not require extremely expert nursing, such helpers are much more useful to working class families than the exorbitantly expensive registered nurse who refuses to lift a finger to help with the household tasks.

In America we have urgent need of such rest houses, where many serious illnesses can be prevented by advance care or where workers can recuperate from operations or illnesses away from city noise and dirt. Our hospitals are the best in the world, but we pay appallingly little attention to the things that may prevent illness, or to its effective cure by means as important as surgery.

Any health program for America's wage-earners must stress preventive medicine all along the line. Every proposal discussed in this paper helps to do this.

"Your fine organization had not yet seen its teens, when nearly fifty years ago, the luminous pronouncement of Leo XIII startled a smug world satisfied to enjoy the emoluments of hard driven labor, while it left the laborer and his family to possess their hovel and its attendant starvation and degradation. *Indifference of Favored Few Condemned.*"

"With piercing words he pricked the cold, hard cover of indifference of the favored few in the great family of men; while at the same time he warned the suffering and the down-trodden against the wolves in sheep's clothing who would devour and destroy that gospel upon the teaching of which alone men have equality, and from which they derive a dignity never before enjoyed till He who preached it joined in His Divine Person the nature of God and the nature of man. A more solid and straighter road for the march of man's rights be laid out than that which places all mankind in the following of Him, who is, 'The Way, the Truth, and the Life.'"

"A little more than half a century ago, when Labor was striving to arise from the depths into which it had been sunk by the greed and heartlessness of overlords—a condition which made the laborer easy victim because of the loss of the old time craft guide—temptations and bewilderments and pitfalls beset the endeavor such as dogged the weary steps of God's wandering people, long ago, in the desert. Here and there golden calves were set up to lure the laborer and to stay his progress towards the Land of Promise flowing with the milk of human kindness and the sweet honey of God's eternal justice." —*American Federationist.*

Nice Distinction — "When the judge ruled Smith had to pay alimony, how did he feel about it?"

"Chagrined."

"And how did his wife feel about it?"

"She grinned."

The group clinic encourages frequent examination and by removing the fear of a fee for every visit, makes it easy for the worker to go to the doctor at the first sign of pain, and have an operation or treatment promptly without waiting until the disease develops. Health insurance carries the same assurance of adequate and early care without fear of bills. Hospital insurance makes a necessary visit to the hospital easy from a financial point of view. Improved nursing service may speed recovery and relieve the housewife of the unaccustomed strain of nursing work. Vacation homes, rest houses, and convalescent homes cut down the causes of future illness. At every point such a program aims first at preventing illness, then at curing it.

Of course sickness can no more be treated as an isolated problem than can unemployment. It is related to the general question of economic security, to housing, and playgrounds, and adult exercise facilities, and working hours and conditions, and a host of other social and economic questions. Proper education of parents on the feeding and care of children, and of children on health and safety habits, is an important part of it. But meanwhile disease still exists, and accidents still happen, and wage-earners and their families need doctors and nurses and hospitals and can't afford to pay for them on the present fee basis.

A comprehensive national health program, coordinating private facilities, encouraging the growth of private group clinics and hospital associations and nursing societies, providing funds where needed, must be built. In many parts of the country we have made a start toward meeting our health needs. If we can overcome the fanatical hostility of a section of the medical fraternity and educate the public on the need for such a program, we can promise good health and the happiness it brings to a far greater proportion of our people than have it today.

When the 'Prodigal' Returns

By DR. CHARLES STELZLE

Executive Director, Good Neighbor League.

Peace in the ranks of Labor seemed much nearer at the convention of the American Federation of Labor in Houston than at any time since the C. I. O. broke away from the Federation about three years ago.

President William Green spoke words of welcome to the C. I. O., using the language of the father in the parable of the Prodigal Son, inviting the "wandering boy" to return to his father's house.

But in the Bible story of the return of the prodigal son, as told in the Gospel by Luke, it is said that "when the son was yet a great way off, his father saw him, and ran to meet him, and fell on his neck and kissed him."

In other words, the father in the Bible story didn't wait for his son to come all the way alone, wondering how he would be received, but he met his son half-way, in order to show the boy that he was more than welcome, no matter what the neighbors might think or say.

If the C. I. O. and the A. F. of L. are to get together, it will no doubt have to be upon a somewhat similar basis. Both will have to forget their pride and all that has happened in the past, holding no hard feelings.

The Bible story tells what happened after the prodigal's return. The father said to his servants: "Bring forth the best robe and put it on him; and put a ring on his hand, and shoes on his feet: And bring hither the fatted calf, and kill it; and let us eat and be merry."

But while the festivities were going on the elder son came in from the field, and heard music and dancing. And he asked the servants what had happened. And when they told him "he was angry, and would not go in." He was sore about the whole thing, because, he said, he had always been faithful and loyal to his father, and he hadn't even been given a kid, so that he might have a party with friends of his own. And that nearly broke up the festivities.

Let's hope that if and when the "C. I. O. prodigal" returns to the "A. F. of L. father's house," there won't be any sons who will be hanging around the woodshed, saying that they'll be darned if they'll come and join the party, because that would be just too bad all around.

Police vs. Padlock Law

The Montreal branch of the Canadian Civil Liberties Union today was informed by Director of Police Fernand Dufresne that he had given instructions that no police officer was to "intrude" in meetings of a "private character."

Mr. Dufresne's statement was contained in a letter to R. A. C. Ballantyne, executive secretary of the C. C. L. U., written in reply to a request for information addressed to Mr. Dufresne by the C. C. L. U. in September.

Mr. Dufresne's letter said in part: "From a legal opinion obtained in the instance (cited by the C. C. L. U.) it appears that no police officer can intrude in meetings of a private character but whenever the public has admittance it is legal for the police to attend. Therefore I have given instructions accordingly."

In its letter to Mr. Dufresne, the C. C. L. U. explained that it had been informed by the Montreal Youth Council that a police officer was present on August 22 at a private meeting of the executive of the Montreal Youth Council in the Central Y. M. C. A.

"The Montreal Youth Council has requested the Canadian Civil Liberties Union to inform it of its rights in this matter," the C. C. L. U.'s letter continued, "and therefore we are addressing a request to you for an explanation. It would appear to us that the presence of a police officer at such a meeting is an unwarranted intrusion on the right of individuals to gather privately to discuss their affairs. It is our belief that there is no statutory authority for such procedure, but if there is we wish to be informed of it."

Following receipt of Mr. Dufresne's letter, Hubert Desaulniers, chairman of the Montreal branch of the C. C. L. U., issued the following statement:

"The Montreal branch of the Canadian Civil Liberties Union is grateful for Mr. Dufresne's courteous response to its request for information. Mr. Dufresne's letter would appear to indicate that he has given order to end the intrusion of police officers on private meetings. The Canadian Civil Liberties Union is hopeful that these orders will be strictly enforced. Montreal citizens have been terrorized for too long by the attendance of police officers at purely private gatherings.

"We can now assume that any municipal police officer who attends a private meeting is disobeying the instructions of his superiors, and we assume that any citizen who sees fit to refuse admittance to a police officer at such a meeting will be acting fully within his rights."

YOUNG MEN NEEDED

We are living in a day when youth is becoming more and more of a real factor in our organization's life. There was once a time when our locals were headed by grey-haired soldiers well along in years, brave soldiers of the movement.

Today we find young men at the helm of many locals forging ahead with the help of the old war horses, the old timers ever ready to assist the youngster in the labor movement. Old fashioned ideas and old fashioned methods of doing things have been supplanted by new, modern methods which are on the whole remarkably successful, conditions being what they are.

The control of a few strong old locals still remains in the hands of those who have a lifetime in it, and somehow our locals have failed to attract into its ranks as many of the young bakers, as it should have drawn into its fold. Yet, like every other organization, the locals of our International Union are in need of new blood, to carry on. Present day methods of organization work are the methods of youth and they need the enthusiasm and the energy of youth to put them across.

It is not disparagement of those members of our locals who have spent their lives in the organization's work to make a strong effort now to bring the younger generation into its ranks, rather, it is a tribute to the older generation for it insures the carrying on of the best traditions and heritage of the International and its local unions. New ideas are necessary in every organization to keep up with changing times and changing conditions, and it is the younger generation which must be put into the best position to build up the locals and increase its prestige. We cannot lag behind, we must carry onward the banner of our International Union. We must give the youngster in our movement a chance to show of what caliber he is made.

We must give him the opportunity to show his stuff in the field. But how can this be done? This is the problem for which the old timer has got to find the solution. Perhaps, if our organization meetings were made more interesting for the younger generation and the young members were encouraged to take a more active part in the discussion at meetings it would stimulate their interest.

NEW AFFILIATIONS TO TRADE UNION LABELS DEPARTMENT

New affiliations to the department since the 1937 convention were reported as follows: American Flint Glass Workers' Union, International Ladies' Handbag, Pocketbook and Novelty Workers' Union, Sheep Shearers Union of North America. The following were reported as having reaffiliated: International Broom and Whisk Makers' Union, International Glove Workers' Union, Sheet Metal Wks' International Association, American Wire Weavers' Protective Association.

There are now 64 union labels, shop cards and service buttons listed with the department.

Under the head of recommendations, the report asked strong administrative enforcement of the Walsh-Healy Act. Stringent amendments to the act to provide that the government buy only from "fair" manufacturers was also asked.

The report was submitted by Mathew Woll, president; Joseph Oberfell, first vice president; A. A. Myrup, second vice president; John J. Mara, third vice president; I. M. Ornburn, secretary-treasurer.

Newspapers have begun to run headlines about "suicides in Czechoslovakia." Which surprises no one who remembers what happened after Hitler "liberated" Austria.

"MEN AT WORK!"

The most cheerful sign on the road

★ ★

"MEN AT WORK" is an encouraging, cheerful sign upon the highway.

It is the happiest sign on the business highway too.

Business enterprise, making wise use of banking service, is the mainspring of employment.

The contractor responsible for that "Men at Work" sign gets the job of building that stretch of highway by being the lowest responsible tenderer.

Not always does he have the ready money to buy all the materials, pay wages and build it out of his own resources. He goes to the bank and, having assets and a good reputation, he negotiates such advances as he may need.

He orders materials, sets men to work. As the job proceeds, engineers' certificates enable him to collect from those with whom he contracted, and the work goes on.

The highway finished, the bank is repaid. Such repayments enable the bank to supply credit to other responsible borrowers.

A manufacturer gets a large order, with an early time limit for delivery. With only a hundred men, his factory cannot turn out the articles within the time required. With more men he can do it—but he lacks sufficient cash.

Operating his factory, as a going concern, with a profitable order and having a reputation for integrity, he asks the bank to lend him what he needs to pay wages.

The bank makes him a loan. He takes on more men. They get wages. The goods are turned out, delivered and paid for. The manufacturer repays the bank with the agreed interest.

He has his profit and can spend some money developing new business to keep his men employed.

How does a bank make these advances—where does the money come from?

Banks, having branches throughout Canada, mobilize the surplus funds of millions of depositors, large and small, and, based upon them, make credit available throughout the country as may be required.

Millions of little sums represent the toil, production and lifetime savings of Canadians—your fellow-citizens.

Safeguarding these deposits is the bank's first care.

Deposits of \$1,000 or less—most of them much less—are owned by 3,770,000 out of Canada's 4,084,000 savings depositors. The total of all bank savings deposits in Canada is nearly \$1,584,000,000; the average savings deposit in a bank is only \$387.

Wisely safeguarded by Canada's chartered banks these deposits furnish credit that keeps "men at work" when used by Canadian business and industry—producing new realizable

wealth from Canada's great resources. The country and all its people benefit.

In the field of business deposits, out of an average of 660,000 "current" accounts, 596,000 amount to \$1,000 or less.

Savings deposits are, primarily, the basis on which banks can make loans.

Only the confidence of the people and their willingness to leave their money on deposit, enable a bank to lend money and—at small profit-margin to itself—serve the community.

We have mentioned the contractor and the manufacturer. The same process stimulates employment throughout the whole fabric of production, industry and commerce.

Loans to agriculture and for marketing agricultural products totalled in 1937, \$88,294,000—9.0 per cent. of all ordinary bank loans shown on the return to the Minister of Finance, October 31st, 1937.

Of this sum \$57,490,000 went to farmers, cattlemen and fruit raisers and \$30,804,000 to grain dealers, seed merchants and grain exporters.

Other bank loans went to municipalities and school districts; wholesalers, retailers, manufacturers of and dealers in lumber, pulp and other forest products; fishermen; fish packers and curers; public utilities including transportation companies; stockbrokers and bond dealers; provincial governments; mining men; churches, parishes; hospitals; and to charitable and religious institutions.

Canada's chartered banks defend and protect the safety of the funds of depositors—the millions of thrifty souls we have described, whose life-savings they entrust to their banks.

No Canadian depositor, through the world-shaking events of recent years, has had to fear for the safety of a single dollar lodged with Canada's chartered banks.

The funds of depositors are their own—not a pool from which everybody may draw at will for any and every new financial experiment.

THE CHARTERED BANKS OF CANADA

Your local branch bank manager will be glad to talk banking with you. He will be glad to answer your questions, from the standpoint of his own experience. The next article in this series will appear in this newspaper. Watch for it.

Plan security through

SUN LIFE OF CANADA

WORLD WIDE SERVICE

WHOLE-LIFE ASSURANCE
ANNUITIES, ENDOWMENTS

CHILD EDUCATION
FAMILY PROTECTION

HEAD OFFICE—MONTREAL

From Our Readers

Sir:—In the *Nation* of New York, one of the few liberal journals in the United States, we find the following: "By the greatest diplomatic betrayal since Judas Iscariot, Chamberlain finally lost the Great War and made reasonably certain the loss of the next war." One might say Chamberlain only fell into the pit that previous ruling class governments had dug for him. The allied governments dismembered the Austro-Hungarian Empire and set up the Czechoslovakia State with small regard to self-determination as a bulwark against a march of German imperialism to the South-East, while they stripped Germany of her navy to limit her possibilities of economic imperialism over seas. With Nazi imperialism now rampant in Central Europe, the victory of the allied imperialisms has vanished in smoke. The capitalistic purposes of England and France in the Great War have been betrayed.

Have we then a victory for democracy? If after the Great War, the policy proclaimed by British Labor had been applied by the British and French governments in their relations with Germany and the League of Nations, then democracy might have made a notable advance. If now the European situation is charged with more dynamite than in 1914, a great share of the blame rests upon the masses for not having sense enough to elect a real government of the people. It was nonsense to expect privileged class governments to be otherwise than Bourbons unable to learn or forget anything.

Of course, there are wise acres who put the blame upon the working class for another reason. If there had not been a British Labor party making notable gains in municipal elections and parliamentary by-elections — if there had been no Popular Front movement in France — then the British and French ruling classes would have had no occasion to fear that another war might be the mid-wife of a new society based on economic democracy. Very probably Chamberlain and Deladier would not have been in a hurry to help Hitler to rivet Fascism upon the common people of Europe. It is not alone the labor papers that now suggest that the war-scare had the earmarks of being manufactured by design to provide Chamberlain and Deladier an excuse to become the stooges of Hitler and Mussolini. A side light on the claim that Hitler was determined to fight at a dead line if he didn't get his way, is afforded by the fleeing from the U. S. and Canadian ports of German merchant ships under circumstances assuring the widest publicity. They couldn't have reached their home ports before the dead-line set. If Hitler had been really determined for war, those merchant ships would rather have had orders to sail in secrecy to Fascist South America countries where they could have changed their registry.

The hunger of German imperialism may perhaps be appeased by feeding it the economic domination of small states of Central and South Eastern Europe — a domination which bids fair to tantamount to

political control. The aggrandizement of Germany does not necessarily call for actual political sovereignty over those States. And if the march of German imperialism into the Slav Countries leads to war with Russia, British and French imperialism would breathe easier for a time.

It is permissible to hope — if we cannot be confident about it—that England and France may avoid war with Germany.

But there will be no room for surprise if such a war comes. Hitler has closely followed the blueprint of his plans set forth in *Mein Kampf*. One of his aims was the isolation of France, and he has effectually isolated France from her former Allies in Eastern Europe, including Russia. At the same time he has helped to confront France with a Fascist frontier along the Pyrennees. The tactical significance of Hitler's denunciation of Bolshevism lies in the implication that Nazism and Fascism are the super-defenses of the ruling classes of all Europe against the aspirations of the common people. Thus he disarms the fears of the British and French ruling classes ament his own designs. That both Hitler and Mussolini also denounce democracy as the breeding ground of bolshevism is overlooked.

The idea that Hitler plans to attack Bolshevism in its native habitat is not easily reconciled with the significance he seems to attach to the Rome-Berlin axis. Nazi domination of the Danube valley and perhaps of the Russia Ukraine would add to the power of Germany without benefitting Italy. Mussolini's dream of a new Roman Empire requires for its realization the control of Spain, the African colonies of France and Egypt. And the attainment of those objective jumps with the conditions of fulfillment of Hitler's ultimate aims—the crushing of France and the enfeeblement of England, as a condition of the supremacy of German imperialism, of Germany over all.

C. Mc. K.

Sir:—The National Congress of the Catholic Youth Union declared for a return to farming as a way of life. That is a modern phase. Was farming ever a way of life? In "Merrie England" — what description that would be now!—there was a way of life based on the union on small farming, cottage industry, and common lands available for grazing cattle, sheep and geese. There was the pioneer way of life based on the union of farming, fishing, hunting, trapping, with the man a jack of many trades and the woman a fill of many arts.

To revive those ways of life and make them satisfactory you would have to revive all the conditions which made them possible. The revival of the handicrafts in conjunction with farming cannot assure any measure of general prosperity of the factory system.

The solution of present day economic problems will require progressive constructive measures transcending the palliatives now commonly proposed.

C. M.

A CHANCE FOR DICTATORS

Sir:—Since German and Italian aircraft, artillery and tanks destroyed the autonomous State of the Basques, perhaps they will now be granted self-determination. To speak the Basque language in Euzkadi today, even for devotional purposes, entails heavy penalties while thousands have been executed for protesting their right to autonomy. Does self-determination in the Hitler-Mussolini form mean only submission to the Fascist terror?

READER.

Ottawa:—The index of the value sales of meat shops and groceries in Canada during July was 1.4 per cent below July of last year. The index of retail prices of foods, however, was 2 per cent higher, while the population was 1 per cent or more greater. A decline of about 4 per cent in the volume of food consumed per capita was thus indicated.

For restaurants the July value sales were down 6.5 per cent; while men's clothing also were down nearly 13 per cent, and boot and shoe sales were down 8.7 per cent.

The general index covering all retail sales in July was down 6.2 per cent while the average of retail prices was up over 1 per cent. Contrasting with the rise in retail prices the index of wholesale prices in July was 11 per cent below July last year. The indicated decline in the volume sales per capita was about 8 per cent.

Dear Sir:—I have been sent the "Canadian Unionist" with a speech on national unionism by A-H. Mosher who is president of the All-Canadian Congress of Labor. He is astonished that there should be an alliance between Canadian and American unions, and claims there is no parallel elsewhere. But there is the example of the English and Irish workers whose union movements have been allied though their masters have been fighting politically for centuries. There is moreover no parallel to our long border with people on either side speaking the same language and having similar institutions.

We have only to look at the map to see why the American Alliance has been an advantage to Canadian unions. The proof may be found in a comparison of wages under the international and the national unions. Mr. Mosher says that the American labor movement has lagged far behind other industrial countries. Tie that when in backward America wages are far higher than elsewhere in the world. He boast of the superior philosophy of his national movement. But I find his official organ preaching that every body is born either a conservative or a liberal and that being the responsibility of providence it is not the individual's fault if his mind remains in chains. That smacks of the philosophy of original sin, of the meek and humble prayer to keep us in our proper stations. It is the philosophy of the company union which seems to be the ambition of the national unions.—J. L. D.

RELIEF SHIP FOR SPAIN

A dramatic message of sympathy for the suffering victims of the Spanish war, the freighter *Erica Reed* will set sail on October 30th from New York with a cargo of food, clothing and medicines donated by Canadians and Americans throughout the Continent.

The *Erica Reed*, Canadian-American Relief Ship for Spain, is now loaded with more than 70,000 bushels of wheat, the gift of hundreds of Canadian and American farmers, while two warehouses are filled with clothing and foodstuffs. Five thousand tons of goods will sail on the ship, it is estimated by the Relief Ship Committee.

Although originally scheduled to call at Montreal for the Canadian shipment, in the interests of speed, the entire cargo will be loaded in New York.

Several carloads of goods, dona-

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration
Gus. FRANCO, Rédacteur
Le seul journal ouvrier bilingue
au Canada
Un médium national pour les ouvriers



Membre de la Presse ouvrière internationale d'Amérique

The Labor World

Canada's Only Labor Bilingual Paper
A National Medium for the Workers

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile, Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest, Montréal

Le soir, 908 Sherbrooke Est
Tél. CHerrier 7050

GERARD TRUDEL
AVOCAT

57 OUEST, RUE ST-JACQUES
Suite 209. Tél. MARquette 2636

MONARCH GAS RANGES

Made by
Canadians
for
Canadian Homes



WE HAVE HELPED HUNDREDS TO OBTAIN positions as Letter Carriers, Postal Clerks, Customs Examiners, Clerks, and Stenographers, etc., and can help you. Write us for proof and free information. M. C. C. Schools Ltd., Toronto 10. Oldest in Canada.

DOMINION BRIDGE CO. LIMITED

Head Office and Works at:
LACHINE, P. Q.
Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver



Alderic Raymond - VICE-PRESIDENT

ted by leading manufacturers have been despatched from Montreal, Windsor, Winnipeg and Toronto and a last minute campaign is under way to collect additional funds for the purchase of supplies.

The recent appeal of Spanish foreign minister Del Vayo to Canada and the United States "in which wheat is so abundant that it cannot find normal exit in the commercial field" that these countries cannot "watch impassively this winter how the Spanish people lack bread!" will be answered with the arrival of the *Erica Reed* in Spain.

The Canadian offices of the Relief Ship committee are located in the Hoberlin building, Toronto, and all donations for the ship should be sent there.

Canada,
Province of Quebec,
No. 34024.

CIRCUIT COURT FOR THE DISTRICT OF MONTREAL
PAUL ANTOINE BONHOMME, salesman, of the city and district of Montreal,

Plaintiff,

versus

Delle JEANNE LEDOUX, of the city and district of Montreal,

Defendant.

The Defendant is ordered to appear within one month.

Montreal, September 27, 1938.

(By order)

B. P. AUMONT,
Deputy-Clerk of the said
Court of Circuit.

Our Leading Amusement Places
Dans nos Théâtres

PALACE

HELD OVER 2nd WEEK
DEANNA DURBIN in
THAT CERTAIN AGE
with MELVYN DOUGLAS
JACKIE COOPER
IRENE RICH
JOHN HALLIDAY

CAPITOL

Alexander Korda presents
DRUMS
in technicolor
with SABU
RAYMOND MASSEY

PRINCESS Theatre

The RITZ Brothers in
Straight, Place and Show
Added Attraction
"REFORMATORY"
with JACK HOLT

LOEW'S THEATRE

8 VAUDEVILLE ACTS
GREATEST SHOW VALUE
EVER OFFERED

On the Screen
JANE WITHERS in
"Always in Trouble"
EVENING MATINEES
40c. (11.30 to 5) 25c.

Tél. Lancaster 3858
Salon de Fleurs ST-DENIS
1590, RUE SAINT-DENIS (Edifice du Théâtre St-Denis)
Spécialités:
Bouquets de noces, Tributs floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du "Monde Ouvrier"
Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

"\$2,200.00 an Hour"

In 1937 this Company, its subsidiary and controlled companies paid out in salaries and wages a total amount of \$5,387,249.00 or more than \$2,200.00 every working hour.

THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY
Montreal Quebec

Quality Cleaning by

Paul SERVICE STORES LIMITED

40 Stores Conveniently Located to Serve You Promptly

Head Office and Plant

1451 BEAUBIEN E. MONTREAL

Dollard 4871